



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°43 – 23 au 27 octobre 2023

Faits saillants :

- **Afrique du Sud** : La Banque mondiale approuve un prêt de politique publique d'un 1 Md USD pour la transition énergétique (*World Bank*)
- **Afrique du Sud** : Deuxième édition du sommet national sur l'hydrogène vert en Afrique du Sud – SAGHS (*gov.za*)
- **Zimbabwe** : Le FMI conclut une mission d'analyse économique (*IMF*)

Zoom sur l'Africa Energy Week qui s'est déroulée au Cap du 17 au 20 octobre

La troisième édition de l'*African Energy Week* s'est tenue au Cap du 17 au 20 octobre, en présence notamment des Présidents namibien (Hage Geingob), mozambicain (Félice Nyusi), du ministre de l'Energie sud-africain (Gwende Mantashe), ainsi qu'une dizaine de ministres d'autres pays africains.

Organisée par l'*African Energy Chambers* (AEC), cette plateforme de dialogue panafricaine de haut niveau a réuni les représentants politiques et institutionnels ; ainsi que les entreprises internationales du secteur de l'énergie, notamment des industries gazière et pétrolière - avec une présence de l'ensemble des *majors* internationales (Total Energies, Chevron, Exxon, etc.) et des entreprises pétrolières nationales (*National Oil Company* - NNPC, SONANGOL, SNPC, ANPG, NAMCOR), pour la plupart sponsors de l'évènement.

Les discussions ont notamment mis en avant la nécessité de sortir le continent africain de la pauvreté énergétique, alors que plus de 600 M d'individus (sur une population totale de 1,4 Md) n'ont toujours pas accès à l'électricité. Dans un contexte de très forte croissance de la population (qui devrait tripler d'ici à 2050) et de développement économique, il apparaît comme urgent de développer au plus vite de nouvelles capacités de génération. L'évènement a ouvertement fait la promotion de l'exploitation des ressources naturelles du continent, et notamment des hydrocarbures, ainsi que le maintien des énergies fossiles dans leur mix énergétique. Il a ainsi donné une place centrale aux pays producteurs de pétrole et de gaz comme l'Angola, l'Algérie, le Mozambique (projets gaziers dans le Nord du pays) et la Namibie (potentiel inédit des découvertes de gisements dans le Bassin de l'Orange). Le développement de l'énergie nucléaire en Afrique a été présentée comme une solution pour construire une indépendance énergétique, dans le respect des objectifs de transition. Le Ministre Mantashe a ainsi rappelé la volonté de relancer prochainement un appel d'offres pour un programme nucléaire de 2,5 GW en Afrique du Sud.

Les conférences ont enfin fait ressortir une multitude de défis auxquels est confronté le secteur énergétique sur le continent, comme l'accès aux financements, le besoin d'un cadre réglementaire et fiscal stable, le manque de ressources humaines, etc. Dans ce contexte, les décideurs ont fait passer un message clair auprès du secteur privé pour attirer les investissements, en encourageant l'intégration de producteurs d'énergie indépendants (partenariats public privé).

Sommaire :

Afrique australe :

- L'Afrique du Sud arrive en tête du classement ABSA des marchés financiers (*ABSA*)

Afrique du Sud :

- La Banque mondiale approuve un prêt de politique publique d'un 1 Md USD pour la transition énergétique (*World Bank*)
- Tractations autour de l'avenir de Transnet (*Daily Maverick*)
- Deuxième édition du sommet national sur l'hydrogène vert en Afrique du Sud – SAGHS (*gov.za*)
- L'indice des prix à la production confirme son rebond au mois de septembre (*StatSA*)

Angola :

- L'Angola approuve l'accord de facilitation des investissements avec l'UE
- Le gouvernement angolais interdit l'importation 145 produits de grande consommation
- La compagnie aérienne TAAG se restructure en vue de sa privatisation

Botswana :

- Cornelius Dekop est nommé gouverneur de la Banque centrale (*Bank of Botswana*)

Mozambique :

- S&P maintient sa notation souveraine à « CCC+ » (*S&P*)

Namibie :

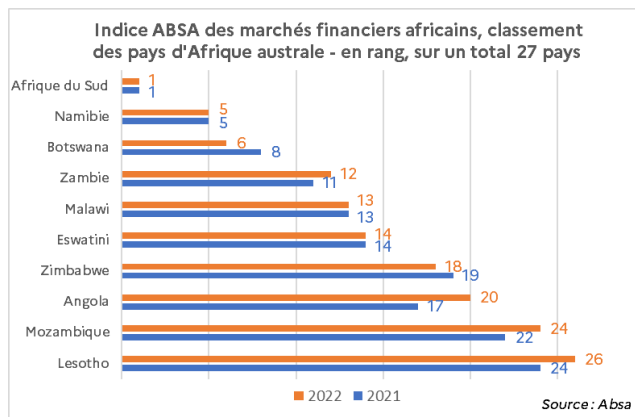
- Lors du European Union's (EU) Namibia Business à Bruxelles, l'UE s'engage à investir 20 Mds NAD (*the brief*)
- La Banque centrale maintient son taux d'intérêt directeur (*Bank of Namibia*)

Zimbabwe :

- Le FMI conclut une mission d'analyse économique (*IMF*)
- Le Ministre de l'Industrie et du Commerce rappelle les interdictions d'investissements étrangers dans certains secteurs (*News 24*)

Afrique australe

L'Afrique du Sud arrive en tête du classement ABSA des marchés financiers (ABSA)



Le 22 octobre, la Banque sud-africaine ABSA a publié son indice annuel des marchés financiers africains. L'indicateur classe les pays selon six catégories : (i) la profondeur du marché financier, (ii) l'accès aux devises étrangères, (iii) la transparence du marché, des taxes et de la régulation, (iv) la capacité des investisseurs locaux, (v) l'environnement macroéconomique et (vi) l'efficacité du cadre légal. Sur un total de 27 pays, l'Afrique du Sud arrive en tête du classement, malgré un indice en recul d'un point. Le pays atteint ainsi le score maximal dans quatre catégories sur six. Les autres pays de la sous-région australe occupent des positions très variées. La Namibie et le Botswana se positionnent en haut du classement (respectivement 5^{ème} et 6^{ème} position, portés par la stabilité de leurs économies et la profondeur de leurs marchés – actifs particulièrement importants des fonds de pension). Au milieu du tableau, on retrouve la Zambie (12^{ème}), le Malawi (13^{ème} – marqué par la hausse de la capitalisation sur un marché qui reste peu liquide) et l'Eswatini (14^{ème}). Enfin, se positionnent dans le dernier tiers du classement le Zimbabwe (18^{ème}), l'Angola (20^{ème}) et le Mozambique (24^{ème}) – marqués par la capacité très limitée des investisseurs domestiques et la fragilité de leur cadre réglementaire.

Afrique du Sud

La Banque mondiale approuve un prêt de politique publique d'un 1 Md USD pour la transition énergétique (World Bank)

Le 25 octobre, le conseil d'administration de la Banque mondiale a octroyé un prêt de politique publique (*Development Policy Loan*) de 1 Mds USD (soit 19 Mds ZAR) au gouvernement sud-africain. Ce financement vise à soutenir les efforts du pays en matière de sécurité énergétique et de transition de l'économie. Il doit notamment appuyer la restructuration et le dégroupage de l'électricien public Eskom, l'investissement dans le réseau de transmission, et l'ouverture du marché aux producteurs indépendants d'électricité (IPP). Par ailleurs, l'opération intègre un volet de soutien à l'investissement privé des ménages (incitation à l'installation de panneaux solaires), ainsi qu'une assistance technique pour renforcer le dispositif de taxe carbone et la gestion des coûts sociaux associés à la sortie du charbon. L'opération a été montée en partenariat avec la Banque Africaine de Développement (BAfD), la KfW et le gouvernement du Canada. A noter qu'elle n'est toutefois pas comptabilisée dans le cadre du partenariat de la *Just Energy Transition*, la Banque Mondiale ne faisant pas partie du groupe de partenaires (IPG). Pour rappel, il s'agit ainsi du quatrième financement d'envergure de la Banque Mondiale dans le pays depuis la crise de la Covid-19, qui a entraîné un changement d'approche des autorités sud-africaines vis-à-vis des institutions financières internationales - deux prêts de politique budgétaire (750 MUSD en janvier 2022 - soutien au filet de protection sociale et transformation du modèle économique sud-africain, puis 480 MUSD en juin 2022 – soutien à la campagne de vaccination contre la Covid-19), et un prêt projet (497 MUSD en novembre 2022 - soutien au démantèlement de la centrale à charbon de Komati).

Tractations autour de l'avenir de Transnet (Daily Maverick)

Le groupe national de logistique Transnet aurait présenté en interne une stratégie de réorganisation de ses activités afin de résoudre la crise du secteur logistique. Celui-ci prévoirait notamment un dégroupage de certaines activités, notamment celles d'opérateur de flotte (*Transnet Freight Rail Operating Company*) et de gestionnaire d'infrastructures ferroviaires (*Transnet Rail Infrastructure Management*), et des investissements massifs pour la mise à niveau de ses capacités. Néanmoins, la mise en œuvre de ce plan nécessiterait un soutien financier de la part du *National Treasury* (NT) estimé à plus de 100 Mds ZAR (5 Mds EUR) sur deux ans dont 47 Mds ZAR en *equity* (2,4 Mds EUR) et 61 Mds ZAR en reprise de la dette existante (3,1 Mds EUR). En outre, l'entreprise aurait un besoin de financement urgent de l'ordre de 3,4 Mds ZAR (170 M EUR) d'ici la clôture de son exercice financier (mars 2024) pour lesquels elle aurait également sollicité le soutien du NT. Aucune confirmation n'a été donnée par le gouvernement concernant un éventuel soutien à Transnet alors que le *Medium-Term Budget Policy Statement* est prévu le 1^{er} novembre, soit dans quelques jours. En parallèle, la Présidence sud-africaine, en lien avec des représentants du secteur privés, aurait préparé un plan de redressement du secteur de la logistique. La *Roadmap for the Freight Logistics System* devrait être soumise au gouvernement début novembre. Si le *Project Management Office* de la Présidence a réfuté les rumeurs de privatisation de Transnet, ce document pourrait en revanche ouvrir la voie à une mise en concurrence de l'entreprise sur plusieurs segments de son activité (opérateur ferroviaire, gestion de terminal portuaire...). L'un des principaux enjeux de cette ouverture à la concurrence sera pour Transnet d'ouvrir des concessions sur le moyen ou long terme afin de donner des perspectives stables à de potentiels nouveaux investisseurs. La création d'une entreprise nationale publique dont le rôle serait de louer du matériel roulant ferroviaire à différents opérateurs pourrait également être envisagée.

Deuxième édition du sommet national sur l'hydrogène vert en Afrique du Sud – SAGHS (gov.za)

Lundi 16 octobre s'est tenu la seconde édition du *South African Green Hydrogen Summit* (SAGHS), en présence notamment du ministre délégué pour l'électricité et avec la participation du Président sud-africain, Cyril Ramaphosa. Ce sommet, coorganisé et cofinancé par *Infrastructure South Africa* (ISA) et la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ), jouait le rôle de point d'étape et d'état des lieux de l'avancée des projets et de la réglementation. Si l'hydrogène décarboné représente une opportunité significative pour l'économie sud-africaine, aucune annonce concrète n'a été faite concernant une réglementation ou des financements dédiés, à l'exception de la signature de deux accords (*MoU*) – le premier entre les trois provinces (Northern Cape, Western Cape et Eastern Cape) pour développer une économie de l'hydrogène vert et le second entre trois acteurs privés (BMW, Anglo American et Sasol) pour le développement de la mobilité bas carbone. En revanche, les projets annoncés comme prioritaires l'an dernier (*Strategic Integrated Projects* – SIP) semblent au point mort faute de cadre réglementaire, d'incitations financières et de demande existante. A noter, dans le cadre d'un panel organisé par la délégation de l'Union européenne, la participation de la Consule Générale de France au Cap, Mme Sophie Bel qui a présenté les priorités françaises sur l'hydrogène décarboné – notamment l'importance du secteur privé français et européen dans le développement de projets à usages locaux.

L'indice des prix à la production confirme son rebond au mois de septembre (StatSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), l'inflation des prix à la production (PPI) a atteint 5,1% sur un an au mois de septembre, après 4,3% en août. L'indicateur confirme donc le rebond enregistré au mois précédent, alors qu'il suivait une décrue continue depuis un an. Les principaux postes contributeurs à la hausse

des prix sont les « produits alimentaires, boissons et tabac » (+4,4%, soit +1,1 point) et les « métaux, machines et équipements » (+6,5%, soit une contribution positive de 1 point – en lien avec la demande croissante d'équipements de production électrique, pour faire face à la crise énergétique). Cette évolution s'explique également par **i)** la progression de l'inflation importée, dans un contexte de dépréciation du rand par rapport à l'USD, **ii)** l'augmentation des tarifs de l'électricité (+17,7% sur l'année), **iii)** le sursaut des prix pétroliers au cours du mois de septembre, qui risque de s'accroître au regard du contexte international marqué par la guerre en Ukraine et le conflit israélien. À noter que cette évolution devrait se matérialiser par une hausse des prix à la consommation dans les mois à venir, alors que le taux d'inflation sur un an (CPI) a atteint 5,4% sur un an au mois de septembre, après 4,5% au mois d'août.

Angola

L'Angola approuve l'accord de facilitation des investissements avec l'UE

Le 25 octobre, le conseil des Ministres angolais a approuvé un accord de facilitation des investissements avec l'Union Européenne. Ce dernier vise à faciliter l'attraction, l'expansion et la rétention des investissements directs étrangers entre les parties, à des fins de diversification économique et de développement durable. Il ambitionne également de renforcer l'environnement des affaires angolais, avec un volet d'assistance technique de l'UE. Négocié depuis septembre 2020, la signature est prévue le 17 novembre 2023, à l'occasion du Forum d'affaires UE-Angola qui aura lieu à Luanda.

Le gouvernement angolais interdit l'importation 145 produits de grande consommation

Le Ministère du commerce angolais a fait paraître un communiqué prévoyant l'interdiction à l'importation de 145 produits de base dont la

farine de blé, le riz, les pâtes, le lait, l'eau de table, la viande de chèvre, de porc, de bœuf ou de poulet, les ciments adhésifs, les mortiers, les enduits, le plâtre, etc. Datée du 15 septembre, cette mesure protectionniste devrait entrer en vigueur à compter du 15 janvier 2024.

La compagnie aérienne TAAG se restructure en vue de sa privatisation

En passe d'être privatisée, la compagnie nationale aérienne **TAAG Linhas Aéreas de Angola** s'est lancée dans une vaste opération de relations publiques. Sous la pression du gouvernement, elle doit encore prouver sa rentabilité et sa bonne gouvernance afin d'attirer les investisseurs. La TAAG prévoit aussi de renforcer et de moderniser sa flotte. Disposant actuellement d'une vingtaine d'appareils, elle souhaite plus que doubler sa flotte d'ici à 2027. Le 10 octobre, elle a ainsi passé commande de 4 nouveaux Boeing 787 Dreamliner, dont la livraison est prévue pour août 2024.

Botswana

Cornelius Dekop est nommé gouverneur de la Banque centrale (Bank of Botswana)

Le 21 octobre, le Président de la République botswanaise a nommé M. Cornilius Dekop au poste de gouverneur de la Banque centrale (*Bank of Botswana*). Il succède ainsi à M. Moses Pelaelo qui prend sa retraite après 33 années de service au sein de l'institution, dont sept en tant que gouverneur. M. Dekop a occupé plusieurs postes de hautes responsabilités dans la fonction publique, notamment comme Secrétaire pour le budget et les programmes du développement au sein du Ministère des Finances de 2011 à 2018 et comme directeur général du Ministère des Ressources minières de 2018 à 2019. Il a ensuite occupé la fonction de directeur exécutif de la Banque Africaine de Développement (BAfD) et du Fond africain de développement (FAD). M. Dekop a également participé à la création de l'agence de renseignement financier au Botswana et pris part aux négociations du pays

avec le Groupe d'action financière international (GAFI), qui avait débouché sur une sortie de liste du pays en décembre 2021.

Mozambique

S&P maintient sa notation souveraine à « CCC+ » (S&P)

Le 20 octobre, l'agence de notation *S&P Global Ratings* a maintenu la notation souveraine du Mozambique à « CCC+ », avec une perspective stable – soit sept rangs en deçà de la catégorie « investissement ». L'agence financière justifie sa décision par la marge de manœuvre budgétaire et fiscale très réduite de l'Etat, qui a notamment entraîné des retards de paiements sur le service de dette domestique ces derniers mois. Malgré la poursuite des efforts de consolidation fiscale du gouvernement, le risque de défaut reste présent, renforcé par la réforme en cours des salaires de la fonction publique, dans un contexte électoral (élection générale prévues en 2024). Si production de Gaz Naturel liquéfié (GNL) va permettre d'améliorer considérablement la marge de manœuvre budgétaire du pays, S&P souligne que premières retombées concrètes pour l'Etat ne seront pas visibles avant 2028. Le déficit fiscal devrait ainsi se maintenir aux alentours des 4,5% de son PIB sur l'exercice en cours. Dans un contexte de hausse marquée des taux d'intérêt (qui devraient atteindre 9% pour l'état mozambicain sur la période 2024-28, contre 5% aujourd'hui), le gouvernement devrait s'appuyer davantage sur les financements concessionnels des bailleurs – un prêt de politique budgétaire de 300 MUSD est ainsi actuellement à l'étude par la Banque Mondiale.

Namibie

Lors du *European Union's (EU) Namibia Business* à Bruxelles, l'UE s'engage à investir 20 Mds NAD (*the brief*)

Les 24 et 25 octobre, s'est tenu à Bruxelles le *EU-Namibia Business Forum 2023*. Lors de cette rencontre préparatoire au *forum Global Gateway* organisé par la Commission européenne dans la foulée, le Président Hage Geingob et le Directeur général de la Commission européenne en charge des partenariats internationaux, Koen Doens, ont rappelé l'importance de la coopération économique euro-namibienne. Cette rencontre a aussi été l'occasion pour la Commission d'annoncer un financement de 20 Mds NAD (940 MEUR) pour soutenir des projets concrets dans les domaines de l'hydrogène vert et des matières premières critiques. Cette annonce s'inscrit dans la continuité de l'accord de partenariat signé en novembre 2022 entre les deux parties. Un soutien au développement du port de Welvis Bay comme plateforme logistique et industrielle est également évoqué. En marge de l'annonce de cet accord, le Ministre namibien a rappelé que son pays souhaitait soutenir le développement d'une filière locale de raffinage, excluant en principe l'exportation de matières premières brutes. Ce commentaire intervient alors que la Commissionnaire aux Mines Isabella Chirchir a *appelé* cette semaine à bloquer les exportations de lithium illégales qui seraient réalisées depuis la mine de Kohero, opérée par le groupe chinois Xinfeng.

La Banque centrale maintient son taux d'intérêt directeur (*Bank of Namibia*)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Bank of Namibia - BoN*) a décidé de laisser inchangé son taux directeur à 7,75% lors de sa réunion des 23 et 24 octobre. Cette décision fait suite à celle de la banque centrale sud-africaine (*South African Reserve Bank*) à la fin du mois de septembre (maintien du taux à 8,25%) – les marges de manœuvre de la BoN étant très

réduites, compte tenu de son objectif de maintenir une parité fixe avec le rand dans le cadre de la zone monétaire commune (*Common Monetary Area*). Le niveau de réserves se maintient à un niveau satisfaisant de 53,8 Mds NAD, soit 5,6 mois de couverture d'importation. A noter que la BoN souligne toutefois dans son communiqué que la croissance des prêts accordés au secteur privé a ralenti à +2,7% sur les huit premiers mois de l'année, contre +3,5% l'année précédente sur la même période, conséquence du durcissement de la politique monétaire. Le prochain Comité de politique monétaire se tiendra les 4 et 5 décembre.

Zimbabwe

Le FMI conclut une mission d'analyse économique (IMF)

A l'issue d'une mission d'analyse économique, menée du 18 au 25 octobre, le Fonds Monétaire international (FMI) a publié, dans un communiqué, ses premières conclusions. L'institution monétaire rappelle les difficultés structurelles de l'économie zimbabwéenne. Après avoir atteint 4,8% en 2023, la croissance devrait ainsi ralentir à 3,5% en 2024, pénalisée par la fragilité du cadre macroéconomique, ainsi que les mauvaises performances du secteur agricole (conditions météorologiques défavorables) et minier (baisse du prix des produits exportés). Si le FMI note les efforts réalisés par les autorités pour stabiliser le marché des changes, il rappelle que les pressions inflationnistes demeurent incontrôlées et que la prime sur le marché parallèle demeure supérieure à 30%. Le FMI a réitéré les recommandations adressées dans son rapport d'analyse (Article IV), notamment l'arrêt des opérations quasi-fiscales de la banque centrale et la mise en place de réforme de gouvernance. Enfin, l'institution financière internationale se dit prête à fournir une assistance technique au gouvernement pour la gestion de sa dette et des finances publiques, mais exclut à ce stade toute mise en place d'un programme de financement, alors que l'endettement du pays reste jugé

insoutenable. Le FMI encourage ainsi les autorités à poursuivre leurs discussions au sein de la *Plateforme de dialogue structurée*, initiative de la Banque Africaine de Développement.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce rappelle les interdictions d'investissements étrangers dans certains secteurs (News 24)

Sithembiso Nyoni, Ministre de l'Industrie et du Commerce, a averti les entreprises étrangères menant des activités dans des secteurs fermés aux investissements étrangers du caractère illégal de leurs affaires. D'après le *Indigenisation and Economic Empowerment Act*, les entreprises étrangères ne peuvent opérer en tant qu'actionnaire majoritaire dans les secteurs suivants : agriculture, transports, immobilier, classement et emballage du tabac, publicité, transformation du lait et vente d'artisanat régional. Dans le secteur de la distribution également, le Ministre a rappelé que les investisseurs étrangers ne peuvent détenir un actionnariat majoritaire. Cette réglementation s'applique, en théorie, également aux *tuck shops*, magasins informels de voisinage omniprésents au Zimbabwe. Dans certains quartiers, ceux-ci **seraient** fréquemment gérés par des ressortissants étrangers. Face à l'inflation galopante, ces *tuck shops* **concentrent** désormais l'essentiel des achats courants des zimbabwéens, au détriment des grandes surfaces où les prix règlementés sont souvent considérés comme inabordables.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au 26/10/2023	Evolution des taux de change USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	19,07 ZAR	-0,2%	-1,6%	-5,2%	-10,9%
Angola	826,1 AOA	0,0%	0,0%	-42,4%	-39,0%
Botswana	13,6 BWP	-0,4%	-1,2%	-3,0%	-7,3%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	21,8 ZMW	-1,4%	-4,4%	-26,3%	-17,3%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria

Rédacteurs : Léopold VINOT, Antoine MOISSON
& Antoine WILLENBUCHER

Pour s'abonner :

[s'inscrire ici](#)